

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°173
1^{er} septembre 2010

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Le temps presse :

Comment arracher malgré les obstacles le retrait du projet de loi Sarkozy-Woerth sur les retraites ?

Intervention d'Olivier Lestang au titre de la tendance Front Unique au Bureau National de la FSU du 30 août.

Les déclarations récentes du dirigeant de la banque centrale américaine sont venues balayer toutes les histoires à dormir debout que les classes dominantes racontent. Non, la reprise n'est pas là, non, la crise du capitalisme n'est pas finie. La récession, la stagnation, sont toujours à l'ordre du jour et les Etats sont au bout de leurs interventions (qui ont suscité une croissance superficielle et éphémère). Mais ce n'est pas tout : la récente dégradation de la note de l'Irlande vient rappeler que le krach financier reste suspendu au-dessus de l'économie mondiale comme une épée de Damoclès.

C'est un fait majeur car cela rend toujours plus pressant pour les capitalistes de mettre en oeuvre les seules mesures qui leur permettent de desserrer les deux mâchoires de la tenaille qui les serre, à savoir la récession d'un côté et des déficits et des dettes devenus incommensurables d'un autre. La nature de ces mesures, le plan du gouvernement conservateur/libéral anglais, après d'autres, l'indiquent : hausse de la TVA, 600 000 suppressions de postes de fonctionnaire programmées, etc.

C'est cette situation qui donne toute l'importance de la contre-réforme des retraites de Sarkozy, Fillon et Woerth, de baisse des pensions, des retraites, de gel des salaires des fonctionnaires.

D'une certaine manière le contenu de cette « réforme » est illustré par la pourriture étalée au grand jour par le gouvernement tout l'été, celle de son offensive raciste contre les Roms ou par l'affaire Woerth-Bettencourt. La secrétaire de la FSU vient de rappeler que notre fédération ne s'était pas exprimée sur ce dernier sujet : est-il si difficile de dire ce que nombre de journaux soulignent, à savoir qu'une telle affaire, dans d'autres pays, aurait suffi à faire tomber le gouvernement ? Est-il si difficile de dire que ce qui est en cause ici, ce qui est illustré c'est le mode de fonctionnement même de la Cinquième République qui favorise à l'extrême ce genre de trafics d'influence et érige la corruption en mode de gouvernement ?

Il est de ce point de vue assez ahurissant que l'appel à manifester contre la « xénophobie et le racisme » le 4 septembre se fasse précisément du point de vue de la défense de la constitution de cette 5^e République dont le caractère policier ne cesse de s'affirmer. A l'inverse, le devoir du mouvement ouvrier devrait être d'appeler les travailleurs à empêcher chaque fois que possible les expulsions, (et pas seulement celles des roms,) et de répondre à la campagne odieuse du gouvernement que ceux qu'il faut expulser, ce sont Sarkozy et ses amis.

Mais encore une fois, c'est la question de la « réforme » des retraites qui est aujourd'hui décisive.

C'est bel et bien pour son retrait pur et simple qu'il s'agit de combattre, et ce n'est pas une question formelle. Thibault, dans une note interne de la CGT début juillet, affirme qu'il est contre ce mot d'ordre car celui-ci « interdirait d'apprécier les résultats de la mobilisation ». Mais si ce n'est pas à l'aune du retrait qu'il faut apprécier les « résultats », à quelle aune sinon celles d'amendements à la marge de ce texte réactionnaire ?

Les dirigeants confédéraux et fédéraux appellent à mobiliser le 7 septembre, mais si les travailleurs veulent le retrait de ce projet, quel est l'objectif des directions syndicales ? Comment, par exemple, comprendre que le parcours de la manifestation parisienne se tienne aussi éloigné que possible de l'Assemblée nationale autrement que par le refus d'exiger le retrait ce qui signifie le refus d'affronter et vaincre le gouvernement ?

Voilà Thibault qui s'exprime dans *Le Parisien* de ce matin et déclare que même si le projet de loi était voté il ne s'appliquerait pas forcément pour autant, se référant au CPE. Mais au moment du CPE, les directions syndicales exigeaient son retrait, pas une autre réforme du droit du travail. Et aucune concertation n'avait eu lieu.

C'est d'ailleurs parce que ce spectre hante encore le gouvernement qu'il manœuvre en arrière sur la question des aides au logement étudiant, pour éviter une conjonction qu'il sait pouvoir être fatale pour lui.

Mais voilà que les directions des confédérations s'appêtent, à son invitation, à rencontrer de nouveau Woerth l'homme aux enveloppes, pour, je cite Mailly de FO « l'éclairer ». Cette rencontre à la veille du débat parlementaire est lourde de sens à l'adresse des manifestants du 7 : elle réaffirme que l'état d'esprit de ceux qui les appellent à manifester est au dialogue (dit « social ») et non pas au combat résolu contre le gouvernement.

Alors l'intersyndicale va se réunir le mercredi 8 après-midi au siège de la CGT. Il est très vraisemblable que ce sera au lendemain de manifestations particulièrement puissantes. Cela doit être l'occasion pour les travailleurs de rappeler que les organisations syndicales leur appartiennent, et de faire monter, de chercher à imposer la seule exigence qui permette aujourd'hui d'interdire à la majorité UMP de voter ce projet de loi : l'appel très rapide à la grève et à la manifestation nationale en masse devant et contre l'Assemblée nationale pour le retrait du projet de loi.

C'est en ce sens que la tendance Front Unique appelle pour sa part les personnels à agir.

Contact : Front Unique, 46 rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd - mel@frontunique.com